VIRGINIE HÉBERT

L'anglais en débat au Québec

Mythes et cadrages

Préface de GÉRARD BOUCHARD

PUL

L'anglais en débat au Québec

Mythes et cadrages

VIRGINIE HÉBERT

L'anglais en débat au Québec

Mythes et cadrages

Presses de
l'Université Laval

Financé par le gouvernement du Canada
Funded by the Government of Canada

Canada

Nous remercions le Conseil des arts du Canada de son soutien.
We acknowledge the support of the Canada Council for the Arts.

Conseil des arts du Canada
Canada Council for the Arts

Les Presses de l'Université Laval reçoivent chaque année de la Société de développement des entreprises culturelles du Québec une aide financière pour l'ensemble de leur programme de publication.

SODEC Québec

Révision linguistique : Anne-Hélène Kerbiriou

Maquette de couverture : Laurie Patry

Mise en pages : Diane Trottier

Dépôt légal 3e trimestre 2021

ISBN : 978-2-7637-5424-6

ISBN PDF : 9782763754253

Les Presses de l'Université Laval
www.pulaval.com

Toute reproduction ou diffusion en tout ou en partie de ce livre par quelque moyen que ce soit est interdite sans l'autorisation écrite des Presses de l'Université Laval.

À toi, maman, qui a su me donner
des racines et des ailes.

Table des matières

Liste des abréviations, sigles, acronymes XIII

Remerciements..... XV

Préface XVII

Introduction 1

Chapitre 1
L'anglais, langue universelle ? 5

Les dimensions politique et symbolique de l'enjeu linguistique..... 8
Le pouvoir symbolique du discours sur l'anglais 9
Cadrage, mythes et résonance culturelle 11
L'anglais, *lingua franca* universelle : un mythe ? 14
Le débat québécois sur l'enseignement de l'anglais 15
L'étude de la confrontation des cadres 18

Chapitre 2
Trajectoire historique d'un mythe colonial britannique 21

L'expérience indienne et l'émergence du mythe 23
L'idéal d'une éducation « utile » : l'anglais, clé du progrès 25
Les Canadiens et la « grandeur » de l'anglais 26

Chapitre 3
« Nos institutions, notre langue et nos lois » :
vers un métacadre nationalisant, 1791-1840..... 31

Le français… en attendant l'anglais 31
La querelle des prisons : la naissance d'une rivalité ethnolinguistique..... 33
Le Canadien et l'émergence d'un sentiment national 36

Chapitre 4
Le « moment Durham » : les années de mythification, 1840-1867..... 37

Le rapport Durham : le triomphe de la conception libérale 38
« Faire de nécessité vertu » : Étienne Parent et l'assimilation..... 40
Les *Lettres sur l'éducation* : une opération de cadrage ? 41
L'anglomanie à l'ordre du jour..... 43
Faire mentir Durham : à l'origine d'un mythe 44
Le français, âme nationale. L'anglais, langue de Lord Durham 46

Chapitre 5
« Apprenez l'anglais » : la montée en puissance du métacadre libéralisant, 1867-1913 49

Une nécessité du temps 51
L'anglo-saxonnisme, les crises scolaires et l'enjeu de la langue d'enseignement 53

Chapitre 6
Clef du succès ou « boulet au pied » ? La confrontation des cadres, 1919-1942 57

« Des Saxons parlant français ? » : le débat sur l'enseignement précoce de l'anglais 59
« Savoir l'anglais ou crever » : la querelle du bilinguisme 64
Le bilinguisme des Canadiens français : une question d'unité et de défense 67

Chapitre 7
« Les chaînes du bilinguisme » : l'apogée du métacadre nationalisant, 1957-1977 71

L'École de Montréal : l'émergence d'un nouveau récit historique 72
Le « joual de Troie » 74
La langue du patron : la servitude du bilinguisme 76
La Guerre froide, Spoutnik, et l'enseignement des langues 79
Les expériences scientifiques québécoises : une réaction explosive 83
Le Rapport Parent : la langue seconde comme objet culturel 85
Quand l'anglais met le feu aux poudres : la crise de Saint-Léonard et ses suites 86
La Loi 63 et la Commission Gendron 88
Le plan Cloutier de développement des langues : une stratégie ? 90
Le projet de loi 22 : concilier l'irréconciliable 92
Loi 101, Livres vert et orange : le refus de la nécessité du bilinguisme 94
La langue comme outil politique : la promotion du bilinguisme individuel 96

Chapitre 8
Un passeport pour le monde : la montée du métacadre globalisant, 1989-1994 99

La question linguistique au cœur du processus de globalisation 100
La confiance linguistique des Québécois : un enjeu clé 104
Le rapport Chambers : briser le mur psychologique de l'accès à l'école anglaise 107
Recadrage discursif : retour à une nécessité économique du bilinguisme 110
« Nuls en anglais ? » : de la confiance au sentiment d'échec 113
L'immersion : un enjeu trop politique ? 116
De l'immersion à l'anglais intensif : le lobbyisme de la SPEAQ 117

Chapitre 9
Une compétence essentielle : l'apogée du métacadre globalisant, 1995-2011 121

La réforme Marois : le « virage du succès » 123
En marge de la Commission Larose : l'anglais comme compétence fondamentale 125
Le Plan Legault : « L'enseignement efficace d'un anglais fonctionnel » 128
« Créer l'intérêt » : le Plan d'action pour les langues officielles 131
La fin du « tabou » du bilinguisme 134
Le rapport Bouchard-Taylor : l'anglais, langue de l'ouverture sur le monde 136
« L'unilinguisme des pauvres » : le débat sur les écoles passerelles 138
« Québec français, Québécois bilingues ! » 140

Chapitre 10
Cap sur l'anglais intensif : 2011-2021 143

L'anglais intensif : une évidence ? 143
Une « question d'ouverture » 144
L'idée, c'est de communiquer 146
L'anglais : un « facilitateur de réussite » 147
« Soyons réalistes et l'avenir nous appartiendra » 148
« Des caribous sans boussole » 149
La défense de la langue : l'éloge des frontières 150
« Lord Durham doit se réjouir » 151
L'anglais, langue étrangère ? 153
La fin du mur à mur 154
Pourquoi diaboliser l'anglais ? 156
Une ouverture de plus en plus suspecte 157
Le cadrage de l'enjeu linguistique : à un moment charnière ? 161

Chapitre 11
D'un débat à l'autre : un dialogue de sourds ? 165

Le rôle du mythe de l'anglais, langue universelle 169
Le renouvellement perpétuel du métacadre globalisant 172
Le déclin du mythe de l'anglais, langue de Lord Durham ? 173

Épilogue 177

Références 181

Liste des abréviations, sigles, acronymes

ACSQ	Association des cadres scolaires du Québec
ADQ	Action démocratique du Québec
AQETA	Association québécoise des troubles d'apprentissage
AQPDE	Association québécoise du personnel de direction des écoles
BAnQ	Bibliothèque et Archives nationales du Québec
BRICS	Brésil, Russie, Inde, Chine, Afrique du Sud
CAQ	Coalition avenir Québec
CCCELS	Commission canadienne de coordination de l'enseignement de la langue seconde
CECM	Commission des Écoles catholiques de Montréal
CECRL	Cadre européen commun de référence pour les langues
CERIUM	Centre d'études et de recherches internationales de l'Université de Montréal
CPF	Canadian Parents for French
CSE	Conseil supérieur de l'éducation
CSLF	Conseil supérieur de la langue française
CSQ	Centrale des syndicats du Québec
ENAP	École nationale d'administration publique
FAE	Fédération autonome de l'enseignement
FCPQ	Fédération des comités de parents du Québec
FPEP	Fédération du personnel de l'enseignement privé
FQDE	Fédération québécoise des directions d'établissements d'enseignement
FSE	Fédération des syndicats de l'enseignement

MELS	Ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport
MEQ	Ministère de l'Éducation du Québec
MNQ	Mouvement national des Québécoises et des Québécois
MQF	Mouvement Québec français
PLQ	Parti libéral du Québec
PQ	Parti québécois
RCCPALS	Regroupement des conseillers et conseillères pédagogiques en anglais langue seconde
RIN	Rassemblement pour l'indépendance nationale
SPEAQ	Société pour la promotion de l'enseignement de l'anglais, langue seconde, au Québec
SSJB	Société Saint-Jean-Baptiste de Montréal
TESL	Teaching English as a Second Language
UQTR	Université du Québec à Trois-Rivières

Remerciements

Cet essai, qui découle de ma thèse de doctorat, marque l'aboutissement d'une grande aventure dans laquelle plusieurs personnes m'ont accompagnée, de près et de loin. Tout d'abord, du fond du cœur, merci à mon directeur de thèse, Thierry Giasson, professeur titulaire et directeur du Département de science politique de l'Université Laval. Au fil de ces années, tu m'as soutenue, poussée, écoutée dans les passages difficiles. Merci pour ton ouverture, ton engagement, ta générosité. Merci également aux membres du jury qui ont commenté et évalué cette thèse – Linda Cardinal, Éric Montigny et Colette Brin – ainsi qu'à monsieur Gérard Bouchard pour sa lecture attentive, sa généreuse préface et ses judicieux commentaires. J'exprime aussi ma reconnaissance à mes professeurs et collègues du Département d'Information et de communication de l'Université Laval, pour la rigueur et la qualité de l'encadrement. Un merci tout particulier à monsieur François Demers pour sa réceptivité et ses conseils. Merci également à Isabelle Clerc pour sa confiance et son accueil, ainsi qu'à Martin Pâquet, du Département d'histoire, pour ses précieux commentaires.

Mon parcours doctoral n'aurait pas été le même sans les chercheurs et collègues du Groupe de recherche en communication politique (GRCP). Pour votre intérêt, pour les discussions approfondies et les collaborations fructueuses, merci à Mireille Lalancette, Frédéric Bastien, Simon Thibault, Stéphanie Yates, Tania Gosselin, Juliette De Maeyer, Olivier Turbide, Pénélope Daignault. Merci également à mes généreux collègues et amis doctorants, dont Geneviève Chacon, Catherine Lemarier-Saulnier, Émilie Foster, Jean-Charles Del-Duchetto, Emmanuel Choquette, Carol-Ann Rouillard, David Dumouchel, Sabrina Sassi et Bader Ben Mansour.

Pour réaliser cette thèse, j'ai également bénéficié du soutien financier de certains organismes. À ce titre, je remercie le Conseil de recherches en sciences humaines du Canada, le programme de Bourses Bell Média en journalisme ainsi que le Centre pour l'étude de la

citoyenneté démocratique (CECD). Finalement, je tiens à remercier le personnel des Presses de l'Université Laval, en particulier le directeur des éditions, monsieur Denis Dion, pour son appui au projet, ainsi que l'éditeur André Baril, qui m'a patiemment accompagnée dans la transformation de cette thèse en livre.

Enfin, j'adresse mes derniers remerciements à mes proches et amis qui ont su m'entourer d'amour, me donner la confiance nécessaire pour poursuivre, et parfois me forcer à « décrocher » lorsque nécessaire… À Nicole Hébert, ma mère, ainsi qu'à Alain, Zoé et Élie, qui partagent ma vie : il n'y a pas de mot pour exprimer ma gratitude. Merci d'être là, contre vents et marées, à mes côtés. C'est avec vous que j'y suis arrivée.

Préface

Les lecteurs convaincus que tout avait été dit au Québec sur le sort du français et ses rapports avec l'anglais en seront quittes pour une bonne surprise en lisant cet ouvrage de Virginie Hébert. L'auteure renouvelle littéralement ce débat en le situant dans une perspective et une problématique qui rafraîchissent et relancent la réflexion.

Voici en effet un livre qui instruit, qui éclaire et qui inspire. Il instruit en ce que, mettant à profit l'abondante littérature déjà existante sur le sujet et des recherches minutieuses dans une grande variété de sources, il propose une revue détaillée du dossier de la langue au Québec depuis le début du Régime anglais. Il en résulte une synthèse précieuse, à la fois complète, précise et ouverte sur l'environnement social et politique. C'est un ouvrage qui éclaire aussi parce qu'il jette sur ce narratif un éclairage sociologique et théorique qui en approfondit la compréhension. Enfin, pour les lecteurs francophones, il ne manque pas d'inspirer car on ne peut rester insensible à l'intensité du combat que les ancêtres ont mené pour assurer la survie de notre langue.

Virginie Hébert reconstitue froidement les multiples péripéties de cette longue lutte comme il convient de le faire dans une recherche scientifique. Paradoxalement, l'impression qu'on en retire est encore plus forte. C'est dans la perspective d'une lutte de pouvoir dont la langue est à la fois un enjeu et un instrument que cette histoire est racontée. Lutte inégale, comme nous le savons, lutte mouvante aussi qui a revêtu plusieurs figures à travers lesquelles l'auteure guide le lecteur avec un œil, un jugement très sûr. En plus, l'écriture, simple, claire et précise, est impeccable. Il faut reconnaître cet immense mérite qui sied bien, on en conviendra, au sujet traité.

Pour bien éclairer cette histoire qui s'étend sur près de deux siècles et demi, l'auteure a choisi d'en décrire les argumentations successives et les procédés discursifs sur lesquels elles se sont appuyées en recourant au concept de « cadre » (c'est la traduction donnée en France à la notion

de *framing* que l'on doit au sociologue américain Erving Goffman). Introduite durant les années 1970, cette notion désigne les stratégies utilisées par un locuteur pour accoler à un mot ou une expression un effet de sens qui fait appel à la raison mais aussi à l'émotion, amplifiant ainsi son pouvoir d'attraction.

Virginie Hébert en fait un usage très heureux, très efficace, en lui adjoignant un autre concept qui en dérive, celui de « métacadre », lequel renvoie à une structure ou un assemblage de cadres dont l'impact sur les esprits se trouve ainsi accentué. L'auteure y adjoint le concept de mythe au sens d'une valeur transcendante, empreinte d'une forme de sacralité. Tout cela donne un appareil d'analyse simple et efficace.

On en trouvera de nombreux exemples dans le livre pour identifier et décomposer les argumentaires des défenseurs du français (tenants du métacadre *nationalisant*) et de ceux qui voudraient en réduire, sinon en supprimer l'usage au profit de l'anglais (tenants du métacadre *globalisant*). La trame qui en résulte fait voir un constant mouvement de balancier entre ces deux camps, le contexte et l'énergie des protagonistes favorisant tantôt l'un, tantôt l'autre. L'auteure en vient ainsi à reconnaître plusieurs phases au cours de cette lutte incessante, chacune étant caractérisée, des deux côtés du front, par une succession de cadres et métacadres spécifiques. Le lecteur est ainsi en mesure de comprendre en profondeur les déplacements du débat, ses avancées et ses reculs au cours du temps.

Dépassant le niveau strictement descriptif, l'analyse met en lumière les situations et motivations des acteurs en même temps que les conjonctures changeantes qui structurent et relancent le débat sans le faire dévier de sa trajectoire. Le lecteur aimera observer, du côté des Anglophones et des anglophiles, les nombreuses mutations de sens et d'argumentations qui présentent successivement l'anglais comme donnant accès à la grande culture britannique, à la civilisation supérieure, à la langue universelle, à l'ouverture au monde, à l'émancipation individuelle, à la liberté, au progrès, à la supériorité morale, au succès professionnel et à l'enrichissement, aux vertus du plurilinguisme. Du côté des Francophones, on argue de la fierté, de la fidélité aux ancêtres, des impératifs identitaires, de la survie de la culture, de la protection de la diversité, du devoir de résistance à cette forme d'hégémonie colonialiste…

Sur cet arrière-plan, il est intéressant de relever l'intensité particulière de la résistance québécoise que l'auteure fait bien ressortir, notamment à l'aide d'une comparaison avec l'Inde où, pour diverses raisons, l'anglais a connu un sort beaucoup plus favorable. Au Québec, en effet, la réaction précoce au colonialisme linguistique (incarné dans la personne de Durham) a contribué à l'intensification du sentiment national, donnant ainsi paradoxalement des bases plus solides à la défense du français qui s'est du coup incorporé à la grande croisade de la Survivance. Il en avait bien besoin étant donné l'action constante de notables ou de leaders francophones influents qui, à chaque génération, ont milité en faveur de l'anglais.

L'ouvrage ne manque pas de mettre en lumière les enjeux et implications très concrètes des diverses positions mises de l'avant d'un côté comme de l'autre en termes de politiques de la langue dans l'espace public, dans l'enseignement, dans le milieu de travail, etc. Il montre aussi que, tout comme au XIXe siècle, alors que la dualité entre les deux langues se moulait clairement dans un rapport domination-subordination, le métacadre contemporain de l'anglais comme langue de la mondialisation et de l'universel demeure, en dépit des apparences, empreint d'un rapport de pouvoir. Dans cet esprit, l'auteure a soin de rappeler, par exemple, qu'au temps du président Kennedy, les *Peace Corps* avaient pour mission de répandre l'anglais dans le monde comme véhicule de l'idéal américain, comme « langue du commerce et de la compréhension ».

Enfin, la lecture de cet excellent ouvrage est fortement recommandée comme une parfaite introduction au nouveau débat sur la langue déclenché par la récente initiative du gouvernement Legault. Le Québec est toujours à la recherche de la voie la plus appropriée pour souscrire à la pratique du bilinguisme comme « capital » (il n'est plus un tabou) sans « dénationaliser » le statut du français. On retient en effet de cette lecture que, pour les Québécois, il s'agira toujours de naviguer entre l'identitaire et l'utilitaire.

Gérard Bouchard

Introduction

... l'anglais qu'il faut apprendre et parler aujourd'hui, ce n'est pas celui que Lord Durham voulait imposer au Bas-Canada après la répression des rébellions. C'est plutôt celui qui permet d'accéder à toutes les connaissances et d'échanger avec tous les peuples de la terre. Sinon, que signifie donc la fameuse « ouverture sur le monde » célébrée sur tous les tons depuis dix ou quinze ans ?

(Bouchard et Taylor, *Rapport de la Commission de consultation sur les pratiques d'accommodement reliées aux différences culturelles*, 2008)

Alors que je terminais la rédaction de cet ouvrage, une amie croisée au hasard m'informe que son garçon, en 5e année du cours primaire, doit bientôt bénéficier de la mesure d'anglais intensif instaurée par le gouvernement du Québec depuis plusieurs années. Comme son fils connaît certaines difficultés scolaires, mon amie a des inquiétudes concernant ce programme qui oblige tous les enfants à voir l'ensemble des matières en une demi-année scolaire. Plus largement, elle s'interroge sur le message envoyé aux enfants dans un contexte où la langue française lui apparaît fragile. Elle tente d'obtenir des réponses lors d'assemblées scolaires, mais en vain. Ses questions, croit-elle, ne sont pas les bienvenues. Quel intérêt à mettre en doute un programme qui « fonctionne », qui a fait ses preuves ? Pourquoi critiquer une mesure qui paraît motiver les enfants, même ceux qui éprouvent des difficultés ? Qui, dans le contexte actuel de globalisation économique, ne rêve pas de voir son enfant parler couramment anglais ? Cette amie perçoit une sensibilité autour de cette mesure d'anglais intensif, mais ce qui l'intrigue le plus, c'est cette unanimité quant à la nécessité d'apprendre l'anglais. Parents, professeurs, élèves, me dit-elle, tous semblent d'accord avec le principe : tous les élèves québécois doivent maîtriser cet « outil essentiel », cette « clé d'ouverture sur le monde » que constitue

l'anglais. Impossible, à ses yeux, de remettre en question ce discours ou d'en contester les fondements.

Avec comme point de départ ce débat sur l'enseignement intensif de l'anglais, c'est au rapport historique des Québécois à cette langue, ainsi qu'au discours tenu sur l'anglais comme langue universelle, que s'attarde cet essai. Rappelons que l'implantation du programme d'anglais intensif remonte au 23 février 2011, à l'occasion du discours d'ouverture de la session législative. Le premier ministre du Québec, Jean Charest, annonce alors que tous les élèves francophones québécois consacreront désormais la moitié de leur 6e année du primaire à l'apprentissage de l'anglais, langue seconde. Un débat social s'ensuit, les uns arguant de l'importance de consacrer davantage d'heures à l'apprentissage de l'anglais dans un contexte de globalisation, les autres invoquant divers effets négatifs sur la réussite des élèves, ou encore, exprimant leurs craintes relativement à la pérennité de la langue française au Québec. Néanmoins, rares sont ceux qui contestent le bien-fondé d'une telle mesure. En dépit des avis divergents, un postulat semble baliser le débat : l'anglais, *lingua franca* universelle, « clé d'ouverture sur le monde », est désormais nécessaire à la réussite future des élèves québécois.

Pourtant, ailleurs dans le monde, plusieurs voix s'élèvent pour remettre en question ce discours qui fait de l'anglais *la* langue universelle de communication. Des chercheurs qui s'y intéressent le qualifient de « mythe », affirmant qu'il joue un rôle dans le cadrage des débats liés aux enjeux linguistiques[1]. D'entrée de jeu, précisons que le terme « mythe », sur lequel je reviendrai ultérieurement, n'est pas entendu ici au sens de mensonge, de fiction ou de légende. Les mythes sont pour moi le propre de toute société ; ce sont des représentations collectives, porteuses de certaines idéologies et qui, au terme d'un long processus de mythification, sont érigées au rang de « vérités sacrées » par une société donnée[2]. Symboles condensés, les mythes agissent en tant que cadres implicites de référence permettant d'éclairer les compréhensions

1. Voir Grin, « Mythe d'une lingua franca et économie des langues » ; Pennycook, « The myth of English as an international language » ; Watts, *Language Myths and the History of English* ; Park et Wee, *Markets of English : Linguistic Capital and Language Policy in a Globalizing World*.
2. Voir Bouchard, *Raison et déraison du mythe. Au coeur des imaginaires collectifs ; Flood, Political Myth : A theoretical Introduction*.

sociales et politiques des différents enjeux[3]. Ils se révèlent donc de puissants instruments à la disposition des différents acteurs sociaux afin d'orienter le sens du débat public. Le *mythe de l'anglais, langue universelle*, comme je l'appellerai, « cadrerait » cette langue comme un gage de succès économique, de mobilité professionnelle et d'ouverture sur le monde et favoriserait ainsi la promotion de son enseignement dans le monde. Par « cadrage » – ou *framing* – j'entends ici la manière dont les acteurs politiques et médiatiques présentent, ou « mettent en récit », les différents enjeux qui façonnent l'actualité, en sélectionnant certains aspects de la réalité pour les rendre plus saillants, afin de promouvoir une définition et une interprétation particulière d'un problème social[4]. Comme l'affirme le sociologue français Érik Neveu, « [p]our qu'un fait se métamorphose en problème public, il a besoin de mises en récit qui le rendent convaincant, forcent l'attention »[5].

Le politologue québécois Christian Dufour souligne la « dualité déstabilisante » qui caractérise le rapport des Québécois à l'anglais[6]. D'une part, on le décrit comme la « langue de Lord Durham », c'est-à-dire une langue qui, dans l'imaginaire collectif, tend à s'imposer et à constituer une menace ; et d'autre part comme la langue de l'ouverture, cet outil essentiel, clé d'accès incontournable à la globalisation. Or il suffit d'évoquer la « langue de Lord Durham » pour que surgisse un certain récit de l'anglais, entraînant avec lui une charge émotive qui ne pourrait résonner de la même manière dans un contexte socioculturel autre que celui du Québec. Dire « la langue de Lord Durham », c'est proposer non seulement une vision précise de l'anglais, mais aussi une lecture particulière de l'histoire et du rôle de la langue dans la collectivité. Le dire dans le contexte d'un débat sur l'intensification de l'enseignement de l'anglais, c'est imposer une manière de « cadrer » l'enjeu : on laisse ainsi entendre qu'il s'agit d'un projet menaçant, politique, au sens où il serait motivé par des intentions stratégiques. À l'inverse, en comparant l'anglais à une « clé d'ouverture sur le monde », ou à un « outil du XXIe siècle », on insuffle immédiatement une perspective instrumentale à la question de son enseignement. Pris en ce sens, l'enjeu revêt une dimension utilitaire qui invite à soupeser ses tenants et

3. Bennett, « Myth, Ritual, and Political Control ».
4. Entman, « Framing : Toward Clarification of a Fractured Paradigm », 52.
5. Neveu, *Sociologie des problèmes publics*, 20.
6. Dufour, *Les Québécois et l'anglais. Le retour du mouton*, 55.

aboutissants en fonction de leur efficacité et de leur profitabilité. S'il incite au pragmatisme, ce cadre n'en fait pas moins appel à une rhétorique symbolique particulière, tout comme il est ancré dans un récit historique singulier.

L'objet de cet essai a donc pour origine, d'une part, le constat fait par plusieurs experts d'un changement dans le rapport collectif des Québécois à l'anglais ; d'autre part, il s'ancre dans une série d'observations personnelles relatives au discours ambiant sur la nécessité d'apprendre l'anglais. Bien que le point de départ soit le débat public sur la mesure d'enseignement intensif de l'anglais annoncée en 2011, il n'est pas inutile d'explorer la trame sociohistorique et culturelle dans laquelle s'insère ce débat. Il faut remonter dans l'histoire pour entendre le discours tenu par les Britanniques sur leur langue au XIXe siècle, et en suivre les reprises jusqu'à nous. L'ouvrage trace donc la genèse des cadres et des mythes ayant historiquement balisé les débats québécois sur l'enseignement de l'anglais, langue seconde. En somme, je propose d'explorer en profondeur comment l'anglais et son enseignement ont été cadrés par les Québécois au fil du temps, mais également de mieux comprendre la fonction du mythe de l'anglais, langue universelle, dans le cadrage de cet enjeu. Alors que le français et l'anglais se concurrencent depuis si longtemps dans l'histoire nationale et l'espace public québécois, que le sentiment de fragilité de la langue française a été et demeure si central dans l'imaginaire collectif, quel peut être l'impact d'un tel « mythe » dans les débats linguistique et éducatif ?